



EXPERTISE IMMOBILIERE DU PATRIMOINE IMMOBILIER
DE PLACEMENT DES INDEPENDANTS

Appel d'Offres Ouvert

N° de procédure : P2530-AOO-DIFI

Règlement de la Consultation

Date et heure limites de réception des offres

Le 01/04/2026 à 13h30

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 4 – GROUPEMENT	5
ARTICLE 5 – VARIANTES - OPTIONS	5
ARTICLE 6 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
ARTICLE 7 – MODALITES FINANCIERES.....	5
7.1 – CONDITION ET MODE DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT.....	5
7.2 – UNITE MONETAIRE.....	5
ARTICLE 8 – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA CONSULTATION	5
8.1. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	5
8.3. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES SUR LE DOSSIER DE CONSULTATION	6
8.4. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	6
ARTICLE 10 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
10.1. DOSSIER CANDIDATURE	7
10.1.1. RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS A FOURNIR	7
10.1.2. NIVEAUX DE CAPACITES REQUIS	8
10.2. OFFRE.....	8
10.3. RESPECT DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
ARTICLE 11 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
11.1 – RESPECT DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
11.2. ANALYSE DES CANDIDATURES	9
11.3. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	10
ARTICLE 12 – AUTRES INFORMATIONS.....	11
ARTICLE 13 – CONFLIT D'INTERETS	11
ARTICLE 14 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	11

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente procédure a pour objet de fournir une prestation d'expertise immobilière du patrimoine immobilier de placement géré par l'URSSAF Caisse nationale pour le compte du CPSTI (Conseil pour la Protection des Travailleurs Indépendants).

Le patrimoine immobilier de placement se répartit en 51 immeubles représentant une superficie globale d'environ 183.500 m² ainsi qu'un terrain, étant précisé qu'un immeuble peut correspondre à un ou plusieurs lots isolés dans une copropriété verticale ou horizontale.

Il est composé en surfaces :

- à 51 % d'immeubles à dominante commerciale (16 immeubles)
- à 49 % d'immeubles à dominante habitation (35 immeubles)

Les immeubles sont situés à Paris (47 immeubles), en Région Parisienne (3 immeubles) et en Province (1 immeuble). Ce périmètre est celui connu à la date de l'appel d'offres. Il pourra évoluer (plus ou moins d'immeubles) en cas d'acquisition ou de cession d'immeubles et donnera lieu à un avenant selon les modalités prévues dans le CCAP.

ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2026. Il pourra être reconduit 3 fois pour la même durée de 1 an et une fois pour une durée de 7 mois sans que la durée totale de l'accord-cadre ne dépasse quatre ans (48 mois) Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

En cas de non-reconduction de l'accord cadre, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de trois mois.

La présente procédure a fait l'objet :

- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Journal Officiel de l'Union Européenne ;
- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics ;
- d'un avis d'appel public à la concurrence publié sur le site Internet PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'accord-cadre est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commandes conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 583 333,33. € HT soit 700 000 € TTC sur sa durée totale.

A titre informatif, le montant estimé sur toute la durée de l'accord cadre est de 360 000 € HT soit 432 000 € TTC.

Le site de l'ACOSS qui émet des bons de commande dans le cadre du présent accord cadre est le suivant :

- Site de Gaumont à Montreuil

L'ACOSS se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le présent accord cadre fait l'objet d'un lot unique, en effet conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique, ce dernier n'est pas alloti car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

ARTICLE 4 – GROUPEMENT

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement (groupement solidaire ou conjoint).

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature de l'accord-cadre.

L'entreprise mandataire ne peut représenter en cette qualité plus d'un groupement pour un même accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter pour un même accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et membre d'un groupement ou de plusieurs groupements.

ARTICLE 5 – VARIANTES - OPTIONS

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter de solution variante. Tout candidat qui proposera une variante verra son offre rejetée.

ARTICLE 6 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier doit être téléchargé sur le site [PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat](https://www.marches-publics.gouv.fr) à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 7 – MODALITES FINANCIERES

7.1 – CONDITION ET MODE DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT

Paiement par virement dans un délai de 30 jours à compter de la réception des factures. Financement sur fonds propres et dépense inscrite au budget.

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée au titulaire dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

7.2 – UNITE MONETAIRE

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire de compte suivante : l'euro.

La monnaie de paiement et d'exécution du marché sera aussi l'euro.

ARTICLE 8 – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA CONSULTATION

8.1. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier doit être téléchargé sur le site PLACE à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Attention : En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

8.3. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES SUR LE DOSSIER DE CONSULTATION

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire une demande en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les renseignements complémentaires sur le dossier de consultation sont communiqués par le pouvoir adjudicateur sur demande des opérateurs économiques 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres. Les candidats adressent leur demande par écrit 10 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Des compléments au dossier de consultation pourront être apportés par l'ACOSS à l'ensemble des soumissionnaires 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

8.4. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 180 jours (**six mois**) à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront être déposées par voie électronique, conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique.

Le dépôt de l'offre et de la candidature devra se faire via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, dans un seul et même fichier, pour la procédure « **P2530-AOO-DIFI / EXPERTISE IMMOBILIERE DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE PLACEMENT DES INDEPENDANTS** ».

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Les dossiers remis sur la plate-forme de dématérialisation après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas retenus.

Lorsque le pouvoir adjudicateur détecte dans un document transmis par voie électronique un programme informatique malveillant (virus), il procède selon les modalités fixées dans les textes visés ci-dessus. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde :

La transmission des documents sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf à titre de copie de sauvegarde du pli déposé par voie électronique selon les modalités définies par l'arrêté du 22 mars 2019, modifié par arrêté du 14 avril 2023, fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et précisées ci-dessous.

Ainsi, le candidat peut envoyer en parallèle de son pli dématérialisé, et avant la date limite de remise de l'offre fixée en première page du présent document, une copie de sauvegarde de ce pli sur support papier ou sur support physique électronique ou par voie électronique.

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévues par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de

communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique), à savoir notamment :

- L'identité de l'acheteur et de l'opérateur économique est déterminée ;
- L'intégrité des données entre le dépôt de la copie de sauvegarde et son extraction de l'outil est garantie ;
- L'heure et la date exactes de la réception sont déterminées avec précision (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS) ;
- La gestion des droits permet d'établir que lors des différents stades de la procédure de passation du marché, seules les personnes autorisées ont accès aux données ;
- Le dépôt de la copie de sauvegarde donne lieu à l'envoi d'un accusé de réception électronique à l'acheteur public portant les mentions suivantes :
 - L'identification de l'opérateur économique auteur du dépôt ;
 - Le nom de l'acheteur ;
 - L'intitulé et l'objet de la consultation concernée ;
 - La date et l'heure de réception des documents ;
 - La liste détaillée des documents transmis.

Il est conseillé aux candidats de transmettre la copie de sauvegarde électronique sur un outil distinct du profil acheteur de l'Acoss pour qu'il puisse fonctionner lorsque ce dernier dysfonctionne.

Ainsi, le candidat peut utiliser la Lettre recommandée électronique (à savoir un des produits et services qualifiés pour la France ou pour l'Europe : <https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies> ou <https://eidas.ec.europa.eu/>), ou tout autre service respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique. Il est rappelé que la transmission de la copie de sauvegarde par messagerie électronique n'est pas autorisée dans la mesure où elle ne respecte pas ces exigences.

Le candidat doit indiquer à l'ACOSS les modalités de récupération gratuites de la copie de sauvegarde électronique directement dans l'outil choisi par le candidat.

La copie de sauvegarde transmise sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible " P2530-AOO-DIFI- EXPERTISE IMMOBILIERE DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE PLACEMENT DES INDEPENDANTS " — copie de sauvegarde ».

Elle pourra être remise soit contre récépissé du lundi au vendredi entre 9h30 et 12 heures et entre 14 heures et 17 heures à l'adresse suivante : ACOSS – Département achats marchés – 36 rue de Valmy 93100 Montreuil. Si elle est envoyée par la poste, elle devra l'être par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse ci-dessus.

L'ouverture du pli contenant la copie de sauvegarde par le pouvoir adjudicateur interviendra dans les conditions fixées par les textes visés ci-avant.

Si la copie de sauvegarde ne respecte pas les conditions précisées plus haut, elle ne pourra pas être ouverte

ARTICLE 10 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pli du candidat contient les éléments suivants :

10.1. DOSSIER CANDIDATURE

10.1.1. RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS A FOURNIR

1. Les déclarations, certificats et attestations prévus à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :
 - a) une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera

apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres ;

- b) une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique ;
- c) si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet

10.1.2. NIVEAUX DE CAPACITES REQUIS

Niveau requis pour la capacité financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration appropriée de banque (pour les sociétés de création récente uniquement) ;

Niveau minimum de capacité financière : la moyenne des chiffres d'affaires des trois derniers exercices disponibles années doit être supérieure à 560.000 euros HT pour la seule activité qui concerne l'objet du marché, à savoir l'expertise immobilière.

Capacité professionnelle et technique – Références requises

- Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé
- Déclaration indiquant les effectifs globaux annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (*il s'agit ici des moyens humains globaux de la société et non des moyens humains qui seront spécifiquement affectés à la réalisation du marché*) ;
- Une déclaration indiquant l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant. Par ailleurs, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (lien de sous-traitance ou autres liens), ce dernier produit pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

NB : Les éléments demandés ci-dessus peuvent être communiquées au moyen des imprimés téléchargeables à l'adresse Internet suivante : www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm

10.2. OFFRE

Les candidats auront à produire un dossier comprenant impérativement la totalité des pièces et informations suivantes :

1. **L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par les représentants qualifiés de l'entreprise candidate ;**
2. **L'offre financière du candidat constituée du cadre de réponse financier et de la simulation de commandes (Document quantitatif estimatif – DQE) ;**
3. **L'offre technique du candidat constituée des éléments suivants :**

- un **mémoire technique** composé au maximum de 3 pages dans lequel le candidat décrira les **moyens humains** qui seront **dédiés à la mission** (effectif, parcours, formation) et **l'organisation de l'équipe mise en place** pour y répondre (modalités d'interlocution et de reporting au cours de la mission, interface avec l'URSSAF CN)
- un **modèle de rapport d'expertise et d'actualisation anonymisé** (article 1.2 du CCTP), dont la présentation et la pertinence des données indiquées devront faciliter la compréhension et l'exploitation des éléments de valorisation des immeubles
- un **modèle de rapport complet d'évaluation d'un actif anonymisé**, dans le cadre d'un projet d'acquisition, (article 1.3.1 du CCTP),
- un **modèle de note argumentée dans le cadre d'une révision d'une valeur vénale** (article 1.3.2 du CCTP).

L'absence de la proposition technique dans l'offre imposera son rejet.

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

En cas de groupement, l'accord-cadre constituant l'offre des candidats est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour les représenter. Dans ce dernier cas, la convention de groupement devra être jointe au dit acte d'engagement.

10.3. RESPECT DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que l'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment au Cahier des Clauses Techniques Particulières et Programme de travaux. **Ces documents ne peuvent être modifiés ou faire l'objet de réserves sous peine d'irrégularité de l'offre.**

ARTICLE 11 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

11.1 – RESPECT DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que l'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ces documents ne peuvent être modifiés ou faire l'objet de réserves sous peine d'irrégularité de l'offre.

L'attention des concurrents est également attirée sur le fait que toute offre incomplète sera également jugée irrégulière.

11.2. ANALYSE DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'ACOSS constate que les pièces mentionnées à l'article 9 ci-dessus sont absentes ou incomplètes, elle peut demander aux candidats concernés de produire, compléter ou expliquer ces pièces dans un délai approprié qui sera fixé par l'ACOSS (article R. 2144-6 du Code de la commande publique).

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L.2141 et suivants du code de la commande publique, et/ou qui ne produisent pas, ne complètent ou n'explicitent pas, à la suite d'une demande de l'ACOSS, les pièces mentionnées à l'article 9-1 ci-dessous dans le délai imparti, seront éliminés (article R.2144-7 du code de la commande publique).

Les candidatures admises sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites.

Compte tenu de l'objet de l'accord-cadre, toutes les références et garanties requises au titre de la candidature constituent des critères de sélection des candidatures de valeur égale.

L'ACOSS éliminera les candidats qui n'atteindront pas les niveaux de capacités exigés à l'article 10.1.2 du présent règlement de consultation.

11.3. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres et le choix du titulaire se feront en tenant compte des critères suivants :

CRITERE 1 : VALEUR TECHNIQUE GLOBALE (50 % DE LA NOTE GLOBALE)

Cette valeur technique globale s'appréciera sur la qualité de la proposition technique du candidat (cf. article 10.2. du présent document).

Valeur technique globale	Pondération %
Qualité de l'équipe et de l'organisation proposées pour répondre à la mission	40
Qualité des modèles de livrables produits	60

CRITERE 2 : PRIX (40% DE LA NOTE GLOBALE)

L'analyse financière porte sur le montant total basée sur 4 ans des prestations principales (onglet 1.2 du cadre de réponse financier) et le montant total de la simulation de commandes pour les prestations complémentaires.

CRITERE 3 : Qualité et pertinence des dispositions mises en place par le candidat dans le cadre de la démarche ESG (10% DE LA NOTE GLOBALE)

Le critère ESG (politique environnementale – gouvernance et sociale du prestataire) a pour objectif de contrôler l'investissement du futur prestataire dans sa politique RSO, ce dernier est découpé en trois sous-critères qui seront contrôlés via un questionnaire ESG. La réponse aux critères cités ci-dessous doit être en lien avec les prestations d'audit du marché :

- Politique environnementale (pondéré à 30 %) :
Présentation de l'engagement du candidat sur l'axe environnemental : limitation de l'impact des déplacements, sobriétés énergétique et numérique ;
- Gouvernance de la société (pondéré à 30 %) :
Suivi des évolutions réglementaires et politique de formation associée, risques réputationnels et protection des données ;
- Politique sociale (pondéré à 40 %) :
Implication dans l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap (handicap, l'égalité femme-homme, maintien dans l'emploi, etc.) ;
- Dispositifs et moyens de lutte contre le travail illégal.

Si une ou plusieurs offres s'avéraient irrégulières, inappropriées ou inacceptables, celles-ci seraient rejetées.

Toutefois, l'ACOSS pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés, dans un délai approprié fixé dans la lettre d'invitation à la régularisation, à régulariser leur offre si celle-ci est irrégulière, à

condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que cela ne modifie pas les caractéristiques substantielles de l'offre.

ARTICLE 12 – AUTRES INFORMATIONS

Conformément aux dispositions de l'article R.2196-1 du code de la commande publique et de l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique, les données suivantes concernant le ou les titulaire(s) retenu(s) seront publiées sur la plateforme <https://acoss.achatpublic.com> :

- Nom du ou des titulaire(s) ;
- Numéro(s) d'inscription du ou des titulaires au répertoire des entreprises et de leurs établissements, prévu à l'article R. 123-220 du code de commerce, à défaut le numéro de TVA intracommunautaire lorsque le siège social est domicilié dans un État membre de l'Union européenne autre que la France ou le numéro en vigueur dans le pays lorsque le siège social est domicilié hors de l'Union européenne ;
- Montant et principales conditions financières du marché ;
- Durée du marché ;
- Lieu d'exécution principal des services ou des travaux objet du marché.

Les candidats sont invités à préciser au pouvoir adjudicateur si certaines données communiquées par ses soins sont couvertes par un secret relatif, et notamment par le secret des affaires au sens de la loi n°2018-670 du 30 juillet 2018. Toute demande afférente fera l'objet d'un examen par l'ACOSS pour mise en place de mesure de protection éventuelle si par cas :

- le caractère secret est confirmé eu égard aux dispositions légales qui s'y rapportent ;
- une atteinte potentielle à ce caractère secret apparaît probable et nécessite la mise en place des mesures susmentionnées".

ARTICLE 13 – CONFLIT D'INTERETS

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent produire une attestation sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent pas dans un cas de situation de conflits d'intérêts, telle que visée à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique.

Avant la notification du marché, le titulaire doit également remplir et transmettre une déclaration d'absence de conflits d'intérêts, conformément au modèle qui lui aura été adressé. Cette attestation aura valeur contractuelle, conformément à l'article 4 du CCAP.

Le titulaire s'engage, tout au long de l'exécution du marché, à mettre à jour sa déclaration d'intérêts et éviter toute situation de conflit d'intérêts.

ARTICLE 14 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises comporte les documents suivants :

- Un acte d'engagement ;
- Un cadre de réponse financier (CRF) ;
- Une simulation de commande (document quantitatif estimatif – DQE)
- Un cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe (Déclaration d'absence de conflit d'intérêts) ;
- Un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le présent règlement de la consultation ;
- Le questionnaire ESG.